



Simulation des effets de la crise économique et des politiques de réponse sur les enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre: Le cas du Burkina Faso

Par Lacina Balma, John Cockburn, Ismaël Fofana, Samuel Kaboré, Luca Tiberti

Introduction

La crise financière et économique mondiale du 2008-09 risque de compromettre les efforts de croissance économique et de réduction de la pauvreté récemment entrepris par plusieurs pays en développement. Ses effets négatifs potentiels pourraient être aggravés du fait que la crise mondiale est survenue au moment où ces économies ont été fort éprouvées par les crises énergétique et alimentaire.

Le Burkina Faso subit particulièrement les conséquences de la crise économie mondiale vu le lien étroit qu'il entretient avec l'économie globale. La plupart des effets négatifs sont d'abord transmis aux ménages, puis répercutés aux enfants. Etant donné leur plus grande vulnérabilité, les enfants risquent de souffrir davantage et plus longtemps des impacts de la crise. Il est nécessaire et urgent de comprendre et anticiper les effets potentiels de la crise sur les enfants au Burkina Faso, et ensuite de proposer des options de protection sociale pour les contrer.

Ce document résume les conclusions d'un projet de recherche promu par l'UNICEF et conduit conjointement par des chercheurs locaux et internationaux du réseau de recherche sur la Pauvreté et la Politique Economique (PEP) et du centre de recherche Innocenti de l'UNICEF. Une approche macro-micro économique à été développée et utilisée afin d'évaluer les effets potentiels de la crise économique mondiale sur les enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre et à proposer des réponses concrètes aux décideurs politiques. L'analyse macro-économique fait recours à un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) pour simuler l'impact des divers canaux de transmission du choc de crise à l'économie Burkinabé.

Les résultats de ces simulations nourrissent ensuite une analyse micro-économétrique qui intègre les comportements microéconomiques des individus et des ménages pour évaluer l'impact de la crise sur le bien-être des enfants (0-14 ans) dans les dimensions de la pauvreté monétaire, pauvreté calorique, scolarisation, travail des enfant et accès aux soins de santé pendant la période 2009-2011¹. Les conclusions des simulations illustrées dans les sections suivantes sont extraites de Balma et al. (2010).

¹ Un enfant est défini comme étant *pauvre en termes monétaires* s'il vit dans un ménage dont la consommation par équivalent adulte, déflatée par des indices de prix temporels et spatiaux propres, est au-dessous du seuil officiel de pauvreté monétaire; la *pauvreté calorique* est défini en comparant les calories consommées en termes individuels (en termes d'équivalent adulte) aux besoins caloriques minimaux de 2283 kcal par jour pour un homme-adulte; la *scolarisation* est défini par la participation à l'école, tandis que le *travail des enfants* par l'exercice d'une activité économique; et l'*accès aux soins de santé* est construit sur la base des informations sur la consultation des services médicaux.



Effets macroéconomiques prévus de la crise

Parmi les canaux de transmission de la crise globale à l'économie Burkinabé, le commerce international est le plus important (étant donné que le taux d'ouverture aux échanges extérieurs est 34 pourcent du PIB) et il affecte la balance commerciale du pays et le taux de change réel. Il est suivi des transferts étrangers de capitaux, représentant près de 10 pourcent du PIB. En revanche, l'aide au développement et les transferts privés internationaux, représentant respectivement 3,7 et 2,3 pourcent du PIB en 2008, ne sont pas suffisamment importants pour générer un impact significatif sur l'économie Burkinabé.

Quoique les conséquences de la crise se fassent ressentir dans tous les secteurs économiques, ceux étroitement liés aux marchés extérieurs, c'est-à-dire principalement exportateurs, qui sont particulièrement menacés par la prévision de réduction de la demande mondiale. En effet, depuis quelques années, les exportations du Burkina Faso sont principalement dominées par les produits qui dépendent plus des conditions de la demande, principalement le coton fibre et les produits de l'élevage.

La crise économique simulée engendre un recul du taux de croissance du PIB d'environ 1 point de pourcent en 2009 et 2010 (Tableau 1) par rapport au scénario où la crise ne serait pas survenue (ou de référence). En revanche, la croissance économique réduit de moitié cet écart en 2011. Etant donné leur poids dans la composition du PIB, le ralentissement de la croissance est principalement induit par le recul enregistré dans la consommation finale privée et les investissements alors que l'impact de la crise sur les termes de l'échange semble être favorable aux exportations nettes.

Tableau 1: Ecarts de variation des composantes du PIB, Crise-Référence

	PIB	Consommation finale			
		privée	Investissement	Exportations	Importations
2009	-1,1	-5,1	-2,7	-10,1	-20,4
2010	-1,1	-7,7	-7,7	-13,2	-32,3
2011	-0,5	-8,6	-9,8	-13,2	-35,5

Note: les variations sont exprimées en points de pourcentage comme différence entre le taux de croissance simulées dans le scénario de crise et le taux de croissance dans le scénario sans crise (ou de référence)

La détérioration simulée du solde budgétaire confirme la performance négative des indicateurs macroéconomiques ci-dessus. La crise économique réduirait considérablement les recettes de l'Etat Burkinabé: ceci est la conséquence des réductions dans l'aide publique au développement, la taxation du commerce extérieur et, dans une moindre mesure, la taxation directe sur le revenu des ménages.

Enfin, les effets de la crise se transmettent aux ménages et leurs enfants à travers les variations des prix des biens et facteurs, ainsi que le niveau d'emploi par catégorie de travailleur et leur taux de salaire. La crise aura aussi des effets distributifs non négligeables sur les ménages selon la structure de leur revenu et leur profil de consommation.

Effets potentiels sur les enfants dus à la crise

La situation initiale de la pauvreté monétaire des enfants (0-14 ans) avant la crise (2003, qui correspond à l'année de la dernière enquête auprès ménages disponible) se définit par une incidence de 32,7%² pour l'ensemble du Burkina Faso, soit 36,1% en milieu rural et 12,3% en milieu urbain et une disparité importante de l'incidence variant de 19,7% dans la région du Centre et 45,6% dans la région du Nord.

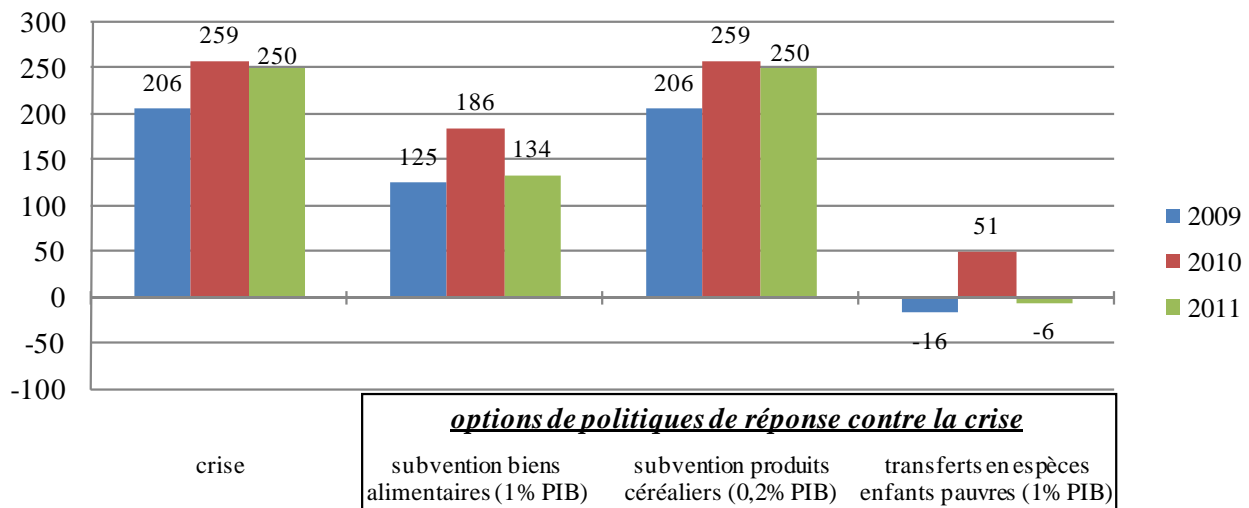
² Comme reporté dans la note 2, afin d'estimer l'incidence de la pauvreté monétaire, ainsi que pour simuler les impacts de la crise, la ligne de pauvreté officielle a été adoptée. Toutefois, cette ligne de pauvreté ne satisfait pas les besoins minimaux des individus au Burkina Faso et elle se positionne bien en-dessous de la ligne de pauvreté internationale absolue utilisée par la Banque Mondiale de 1,15\$ PPA.



POVERTY & ECONOMIC POLICY RESEARCH NETWORK

Selon les simulations, les effets potentiels de la crise économique globale se traduiront, pour l'ensemble du Burkina Faso, par une augmentation de l'incidence de la pauvreté monétaire des enfants de 0 à 14 ans pendant la période de 2009 à 2011. La pauvreté monétaire atteint son sommet – une augmentation de 4,7 points de pourcentage par rapport à la situation initiale – en 2010, correspondant à environ 259.000 enfants additionnels qui tombent en pauvreté (Figure 1). Les enfants qui vivent en milieu rural sont les plus affectés, affichant une augmentation de 5,1 points de pourcentage. La crise affecte les régions de manière hétérogène: les régions du Sud-Ouest, du Sahel et du Centre Nord/Plateau Central sont les plus touchées, avec des augmentations du taux de pauvreté des enfants jusqu'à 7,6 points de pourcentage, tandis que dans les régions du Centre et de l'Est la pauvreté monétaire n'augmente tout au plus que de 2,5 points de pourcentage.

Figure 1: Changement du nombre d'enfants (0-14 ans) en pauvreté monétaire (en milliers) comparé à l'année avant crise



Note: le nombre estimé des enfants pauvres en termes monétaires dans l'année avant crise (2008) est 2.034 milliers. Les changements présentés prennent ainsi en compte le taux de croissance de la population des enfants 0-14 qui est supposé constant selon le taux moyen annuel enregistré entre 2004 et 2008 et égal à 3,6%.

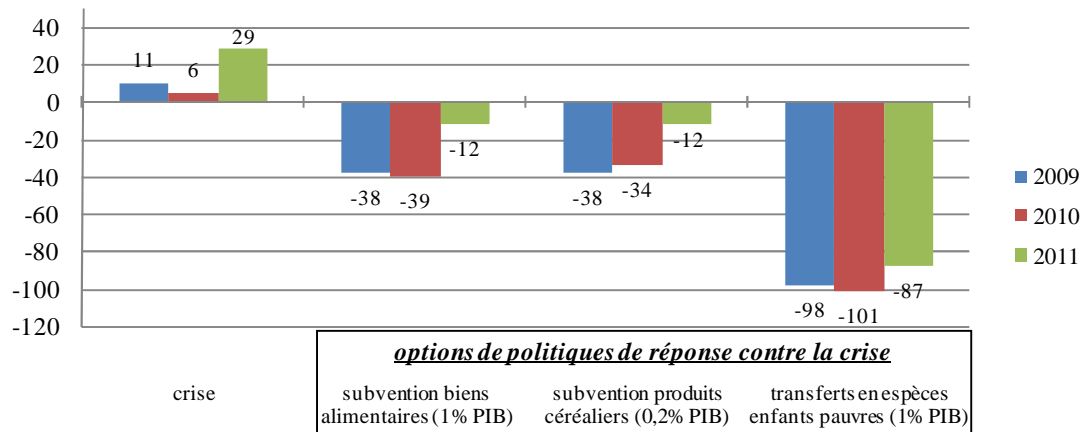
De manière générale, ces résultats sont le reflet de la chute des revenus dans le secteur rural, où la baisse des ventes est presque le double de celle de la valeur de l'autoproduction. Ce canal d'impact est suivi par la perte du pouvoir d'achat, suite à la hausse des prix à la consommation, et par la réduction des transferts privés. Les variations dans les revenus de l'auto emploi dans le secteur non agricole, qui ne concernent que 1% des ménages, et des salaires ne contribuent pas aux changements de la pauvreté des enfants.

Par contre, la pauvreté calorique ne subirait pas beaucoup les effets de la crise, augmentant tout au plus de 0,5 points de pourcentage (partant d'un taux de 35,8%) en 2011. En termes absolus, cela se traduit par 29.000 enfants additionnels vivant en pauvreté calorique (Figure 2). Ce résultat s'explique par la réduction prévue dans les prix relatifs des biens alimentaires qui compensent presque entièrement la baisse des revenus. En effet, les biens alimentaires sont moins affectés par la dépréciation du taux de change réel que les biens non-alimentaires qui sont fortement échangés avec l'extérieur.



POVERTY & ECONOMIC POLICY RESEARCH NETWORK

Figure 2: Changement du nombre d'enfants (0-14 ans) en pauvreté calorique (en milliers) comparé à l'année avant crise

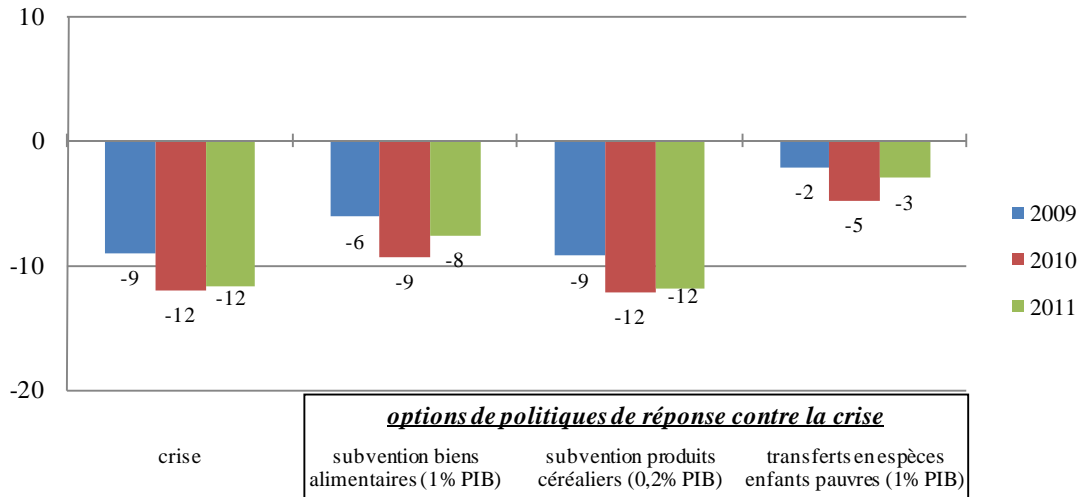


Note: le nombre estimé des enfants pauvres en termes caloriques dans l'année avant crise (2008) est 4.038 milliers. Les changements présentés prennent ainsi en compte le taux de croissance de la population des enfants 0-14 qui est supposé constant selon le taux moyen annuel enregistré entre 2004 et 2008 et égal à 3,6%.

L'effet principal de la crise mondiale est une réduction de la fréquentation scolaire au profit du travail des enfants. Ce résultat s'explique par la contraction du revenu réel des ménages. Il importe toutefois de noter que la baisse du taux de scolarisation, de même que l'augmentation du taux de participation au travail sont de moins d'un point de pourcentage par rapport à l'année de base. Dans la tranche d'âge 7-10 ans, par exemple, ces changements correspondent à environ 12.000 enfants qui quittent l'école et 18.000 qui s'engagent dans le travail (Figure 3). Même si on reconnaît les grands efforts du gouvernement aptes à favoriser la scolarité des enfants au cours des dernières années, il y a toujours bien plus de la moitié des enfants de 7-14 ans qui ne vont pas à l'école, et un pourcentage similaire d'enfants qui sont engagés dans des activités économiques.



Figure 3: Changement du nombre d'enfants (7-10 ans) allant à l'école (en milliers) comparé à l'année avant crise



Note: le nombre estimé des enfants (7-10 ans) qui vont à l'école dans l'année avant crise est 671.208. Les changements présentés prennent ainsi en compte le taux de croissance de la population des enfants 0-14 qui est supposé constant selon le taux moyen annuel enregistré entre 2004 et 2008 et égal à 3,6%.

Enfin, les simulations prévoient une baisse du taux global de consultations des enfants malades d'environ 1 point de pourcentage (ou 4.000 enfants malades additionnels qui ne bénéficient pas d'une consultation sanitaire) et une substitution vers des guérisseurs au détriment des services modernes de santé.

Options de politiques de réponse à la crise

Parmi les différentes politiques de réponse proposées, la plus efficace à contrer les effets pervers de la crise et/ou à rétablir les tendances qui on aurait observées en absence de la crise est le transfert monétaire aux enfants 0-14 ans pauvres. Avec un budget total équivalent à 1% du PIB de 2008, le transfert annuel est s'élève à 8.628 FCFA par enfant. Cette politique de réponse rétablit les tendances hors crise de pauvreté monétaire, engendre une tendance à la baisse de la pauvreté calorique et donne les meilleures atténuations des effets négatifs de la crise sur la scolarisation, le travail des enfants et l'accès des enfants malades aux services modernes de santé. Plus en détail, cette option de réponse permettrait une réduction de la pauvreté monétaire des enfants d'environ 4 points de pourcentage par rapport à l'incidence prédite dans le scénario avec la crise et en l'absence de toute intervention. Cette baisse correspond à une réduction de jusqu'à 256.000 enfants). Cette réduction serait telle que la pauvreté se poserait en-dessous du niveau initial (au moins en 2009 et 2011) en permettant à jusqu'à 16.000 enfants de sortir de la pauvreté monétaire par rapport à l'année de base (Figure 1). Des résultats encore plus visibles seraient enregistrés dans la dimension de la pauvreté calorique, où, grâce à cette politique, jusqu'à 101.000 enfants sortiraient de l'état d'insuffisance calorique par rapport à l'année de base avant crise (Figure 2) ou environ 120.000 enfants de moins en pauvreté calorique si comparés avec la situation de crise mais sans interventions. Afin d'imiter un processus d'identification d'enfants pauvres qui pourrait être adopté dans la mise en application d'une politique de transferts monétaires, un modèle a été élaboré pour estimer le niveau des consommations des ménages à partir d'une gamme restreinte de variables qui sont facilement observables et difficiles à fausser.



POVERTY & ECONOMIC POLICY RESEARCH NETWORK

L'alternative d'un programme de transfert universel aux enfants 0-5 ans avec le même budget total donne des résultats similaires, mais allouant un transfert annuel individuel supérieur par rapport au programme ciblé (11.200 contre 8.628 FCFA). Cette politique serait plus facile à mettre en place dans le contexte institutionnel (logistique et administratif) du pays étant donné que le Burkina Faso n'a actuellement aucune politique de transfert au niveau national.

Avec le même budget de 1% du PIB, une politique de subvention alimentaire se montre beaucoup moins efficace à améliorer la situation des enfants affectés par la crise. Ce résultat s'explique par la faible capacité de cette politique à cibler les enfants et les pauvres en particulier. Étant donné que les biens subventionnés sont davantage consommés par les non-pauvres, ce sont même eux qui en bénéficient davantage de cette politique. Une variante analysée dans cette étude est la subvention visant uniquement les prix des céréales, principale source des calories, notamment chez les pauvres. Avec un budget égal à 0,2% du PIB, par rapport à son coût cette politique se révèle beaucoup plus efficace que la subvention alimentaire en termes de réduction de la pauvreté calorique.

Enfin, une politique régionale de transfert monétaire visant les régions du Centre et du Boucle du Mouhoun, qui ont été frappées par des inondations en septembre 2009, a été simulée. Deux scénarios sont envisagés selon que cette intervention soit financée par de l'aide extérieure, comme les politiques précédentes, ou par une taxe sur les importations manufacturières modernes. Avec un budget égal à 0,4% du PIB de 2008, un transfert monétaire (15.900 FCFA par enfant par année) aux enfants pauvres de ces deux régions engendre des réductions importantes de pauvretés monétaire et calorique et ce, peu importe le mécanisme de financement. A titre d'exemple, elle permettrait une réduction de la pauvreté atteignant 6,5 points de pourcentage dans la région du Boucle du Mouhoun par rapport à la situation initiale avant crise.

Concevoir et mettre en œuvre un programme de transfert en espèces demande du temps et des capacités institutionnels. En prévision d'autres crises futures, et pour apporter un appui soutenu aux enfants, il est urgent de mettre en place un programme de protection sociale pour les enfants. Les simulations de politiques diverses montrent le rôle important que pourraient jouer les transferts en espèces, ciblés ou non, dans un tel programme.

This policy brief is the result of a research project promoted by the Regional Office of UNICEF for West and Central Africa and led by the African office of the Poverty and Economic Policy (PEP) research network, in collaboration with the UNICEF Innocenti Research Centre and the UNICEF Division of Policy and Practice. PEP is financed by the Government of Canada through the International Development Research Centre (IDRC) and the Canadian International Development Agency (CIDA), and by the Australian Agency for International Development (AusAID). PEP's African office (PEP-Africa) is based at the Consortium pour la recherche économique et sociale (CRES, Dakar)